

LE LUNDI 15 AVRIL RAVIVONS LA FLAMME DE LA COLÈRE !

Pour nos droits et nos salaires, les salariés de BUT restent dans la lutte !

Alors que l'approche des JO est prétexte à déroger à tous nos droits, sur le temps de travail, sur notre liberté de circulation, sur nos temps de repos, sur nos congés etc., le patronat s'adonne allègrement à de la discrimination syndicale, sans scrupules et sans vergogne.

Les salariés du commerce font sans cesse l'objet de remise en cause de leurs acquis, de dégradations de leurs conditions de travail, d'expérimentations régressives sur fond de précarité et de bas salaires. BUT ne fait pas figure d'exception puisque la Direction a décidé de passer en force lors de la NAO, préférant distribuer des cacahuètes aux salariés et les millions aux actionnaires sous forme de dividendes.

Elle réorganise les flux logistiques, entraînant une dégradation importante des conditions de travail des salariés des PFL, et projette maintenant de déployer un nouveau dispositif d'achat particulièrement néfaste pour l'emploi et les salaires en magasin.

La situation sociale reste très tendue au sein de l'entreprise et ce n'est pas parce que la Direction a claqué la porte de la NAO en s'appuyant sur la signature de deux syndicats minoritaires, que la colère a disparu !

RAVIVONS LA FLAMME DE LA COLÈRE LE 15 AVRIL !

Les journées de luttes à l'initiative de la CGT puis en intersyndicale au mois de mars ont été de franches réussites qui ont permis d'améliorer les propositions de la Direction lors de la négociation sur les salaires. **Bien que très insuffisant, cela démontre que la lutte par la grève, ça marche !**

C'est pourquoi, la CGT BUT aux côtés des travailleurs du commerce et des services issus d'autres enseignes, appelle à la grève et au rassemblement ce :

Lundi 15 avril à 18h à Opéra (Paris)

Par notre nombre, nous sommes une force en nous mobilisant massivement et en cessant le travail pour montrer que nous ne sommes ni cobayes ni esclaves.

Nul besoin de tracteur pour se faire entendre, nous produisons les richesses et nous pouvons les suspendre ! Si nous acceptons les dérèglementations voulues par le gouvernement et le patronat au nom des Jeux Olympiques, nous risquons de voir pérenniser tout ces reculs. La France, pays d'accueil d'un des plus grands événements sportifs, ne doit pas être la France de toutes les régressions sociales.